

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/C.2/35/L.83
7 novembre 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 64 b) de l'ordre du jour

ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE : RAPPORTS DU SECRETAIRE GENERAL

Algérie, Angola, Barbade, Bénin, Botswana, Burundi, Chine, Comores, Congo, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guyane, Lesotho, Mozambique, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Somalie, Soudan, Suède, Swaziland, Tchad, Yougoslavie et Zimbabwe : projet de résolution

Assistance au Botswana

L'Assemblée générale,

Rappelant les résolutions 403 (1977) et 406 (1977) du Conseil de sécurité, en date des 14 janvier et 25 mai 1977, concernant la plainte formulée par le Gouvernement du Botswana au sujet d'actes d'agression commis contre son territoire par le régime illégal de Rhodésie du Sud,

Rappelant également la résolution 460 (1979) du Conseil de sécurité datée du 21 décembre 1979, dans laquelle tous les Etats Membres et les institutions spécialisées étaient invitées à fournir une assistance urgente au Zimbabwe et aux Etats de première ligne,

Rappelant les résolutions 32/97, 33/130 et 34/125 de l'Assemblée générale, en date des 13 décembre 1977, 19 décembre 1978 et 14 décembre 1979, dans lesquelles l'Assemblée a notamment reconnu les difficultés économiques particulières auxquelles se heurte le Botswana par suite de la nécessité de détourner des fonds de projets de développement en cours ou prévus au profit d'arrangements visant à assurer efficacement sa sécurité contre les attaques et les menaces de la Rhodésie du Sud et fait siennes les évaluations et les recommandations contenues

dans les notes du Secrétaire général en date des 28 mars 1977 1/ et 26 octobre 1977 2/ et dans ses rapports du 7 juillet 1978 3/ et du 28 août 1979 4/,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général en date du 19 juin 1980 5/, transmettant le rapport de la mission qu'il a envoyée au Botswana comme suite à la résolution 34/125 de l'Assemblée générale,

Notant avec satisfaction que la guerre a maintenant pris fin en Rhodésie du Sud,

Notant que le gouvernement doit assurer la remise en état et l'efficacité des communications routières, ferroviaires et aériennes à l'intérieur du pays et avec le reste du monde, étant donné l'incertitude de la situation politique dans la région et la vulnérabilité du Botswana, qui est un pays sans littoral tributaire de systèmes ferroviaires étrangers pour le transport de ses principales exportations et importations,

Notant également la nécessité urgente de mener à bien dans les meilleurs délais les projets définis dans le rapport du Secrétaire général concernant l'assistance au Botswana,

Exprimant sa profonde préoccupation devant la grave pénurie alimentaire qui sévit actuellement à la suite d'une sécheresse persistante et devant des conséquences sérieuses de l'aggravation de l'épidémie de fièvre aphteuse au Botswana,

1. Souscrit entièrement au programme révisé d'assistance figurant dans le rapport du Secrétaire général et appelle l'attention de la communauté internationale sur les besoins d'assistance encore à satisfaire qui y sont mentionnés;

2. Note que, bien que certains Etats Membres et organisations internationales aient répondu de façon encourageante aux appels du Secrétaire général, un apport soutenu de contributions s'impose de façon pressante pour l'exécution du reste du programme d'urgence, la mise en oeuvre de certaines parties de ce programme demeurant d'une nécessité critique;

3. Appelle l'attention des Etats et des organisations internationales et intergouvernementales particulièrement sur les projets dans le domaine des transports et des communications, ainsi que sur les besoins qui devront être satisfaits en priorité pour reconstruire les zones frontalières qui ont été les plus touchées par la guerre et pour lutter contre la sécheresse, conformément aux recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général;

1/ Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-deuxième année
Supplément de janvier, février et mars 1977, document S/12307.

2/ Ibid., Supplément d'octobre, novembre et décembre 1977, document S/12421.

3/ A/33/166 et Corr.1.

4/ A/34/419.

5/ A/35/162.

4. Réitère son appel à tous les Etats et aux organisations inter-gouvernementales pour qu'ils accordent une assistance généreuse au Botswana afin de lui permettre de mener à bien le reste de ses projets de développement déjà prévus, ainsi que ceux que la situation politique et économique actuelle rend nécessaire;

5. Lance un appel à tous les Etats Membres, aux organisations régionales et interrégionales et aux autres organismes intergouvernementaux pour qu'ils apportent une assistance financière, matérielle et technique au Botswana afin de lui permettre d'exécuter sans interruption son programme prévu de développement;

6. Fait également appel à la communauté internationale pour qu'elle fournisse d'urgence une aide alimentaire supplémentaire au Botswana pour lui permettre de satisfaire ses besoins actuels en la matière;

7. Prie instamment les Etats Membres et les organisations qui exécutent ou négocient déjà des programmes d'assistance en faveur du Botswana de les élargir chaque fois que cela sera possible;

8. Invite le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole à attirer l'attention de leurs organes directeurs, aux fins d'examen, sur l'assistance qu'ils apportent au Botswana, en faveur duquel l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'exécuter un programme spécial d'assistance économique, et invite également ces organismes à rendre compte des résultats de leur assistance et de leurs décisions au Secrétaire général en temps utile pour que l'Assemblée puisse les examiner à sa trente-sixième session;

9. Fait appel à la communauté internationale pour qu'elle verse des contributions au compte spécial ouvert par le Secrétaire général en vue de faciliter l'acheminement des contributions destinées au Botswana;

10. Prie les organisations et les institutions spécialisées compétentes des Nations Unies de coopérer étroitement avec le Secrétaire général afin de faciliter le versement de contributions pour le Botswana;

11. Prie en outre le Secrétaire général :

a) De poursuivre ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à un programme efficace d'assistance financière, technique et matérielle au Botswana;

b) De garder la situation au Botswana constamment à l'étude, de maintenir une liaison étroite avec les Etats Membres, les organisations régionales et autres organisations intergouvernementales, les institutions spécialisées et les institutions financières internationales intéressées et de rendre compte au Conseil économique et social, lors de sa seconde session ordinaire de 1981, de l'état d'avancement du programme spécial d'assistance économique au Botswana;

c) De faire procéder à une étude de la situation économique du Botswana et des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation et l'exécution du programme spécial d'assistance économique en faveur de ce pays en temps utile pour que la question puisse être examinée par l'Assemblée générale à sa trente-sixième session.
